GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



L'ACTION TERRITORIALE DE LUTTE CONTRE LES DROGUES ET LES CONDUITES ADDICTIVES EN 2025

Rapport annuel d'activité

OCTOBRE 2026





MILDECA | Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

Préambule

L'année 2025 a marqué la deuxième année complète de déploiement de la stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives (SIMCA) 2023-2027 et de sa déclinaison dans les territoires par des feuilles de route régionales et des plans d'actions départementaux. À mi-parcours de sa mise en œuvre territoriale, la lutte contre les drogues et les conduites addictives a eu une résonance auprès de nos institutions : un rapport sénatorial sur le narcotrafic a été publié en mai 2024[1] soulignant notamment l'évolution des trafics de drogue et l'augmentation significative de la disponibilité de la cocaïne en France, la Cour des comptes a contrôlé les comptes et la gestion de l'office antistupéfiants (OFAST)[2] et est revenu dans son rapport public annuel sur les addictions des jeunes aux drogues illicites et à l'alcool[3] et enfin le législateur a voté des dispositions en vue de sortir la France du piège du narcotrafic par la loi n°2025-532[4] promulguée en juin 2025.

La lutte contre les drogues et les conduites addictives s'est ainsi imposée comme une politique publique structurante et centrale pour la vie des français sur tout le territoire national. Elle est d'autant plus efficiente qu'elle s'inscrit dans une approche globale à 180° incluant des mesures ciblant tant le volet de l'offre que celui de la demande. Il est nécessaire que la réponse apportée par les acteurs englobe ces deux volets (offre et demande) qui sont complémentaires et interconnectés afin de traiter efficacement les causes du phénomène.

L'analyse des remontées des 1 326 actions financées par les 8,6 M€ de crédits délégués aux préfectures en 2025 montrent que leurs priorités convergent vers le volet prévention de cette politique publique autour de trois dominantes : les jeunes, les publics vulnérables et le milieu festif. Par ailleurs, les préfectures ont financé des actions concrètes dans leur territoire en lien avec les acteurs de leur écosystème qui ont permis de lever 37 M€ de crédits additionnels. Les crédits délégués aux préfectures, dédiés à la mise en œuvre de la politique territoriale de lutte contre les drogues et les conduites addictives, créent ainsi un effet de levier financier significatif. Cela confirme le rôle primordial des préfectures dans la coordination des acteurs territoriaux, souvent hétérogènes. Leur action structurante, notamment via les comités de pilotage départementaux, repose sur l'animation de cette politique publique. Enfin, leur capacité d'évaluation des projets et de leur soutenabilité est essentielle pour garantir l'efficacité de l'action.

[1] Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic - Rapport - Sénat
[2] https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2024-11/20241127-S2024-1295-OFAST-et-lutte-contre-trafics-de-stupefiants.pdf
[3] https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2025-03/20250319-RPA-2025-addictions-des-jeunes-aux-drogues-illicites-et-alcool.pdf
[4] https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051734851

Au-delà de la déclinaison de la SIMCA qui reste essentielle au pilotage de cette politique publique, les préfectures assurent également un rôle d'observateur dans l'évolution des conduites addictives ; en 2025, des phénomènes ont émergé notamment l'essor du protoxyde d'azote qui a été relevé par 60% des préfectures.

Enfin, l'analyse des données concernant les actions financées en 2025 permettent d'extraire des lignes directrices dans leur mise en œuvre par les territoires : i) le volet prévention reste prépondérant, ii) les bénéficiaires de ces actions sont majoritairement des jeunes, iii) de nombreux milieux de vie sont concernés (scolaire, festif, professionnel et carcéral) mais certains mériteraient de l'être davantage notamment les milieux familial et universitaire et iv) les associations demeurent les principaux porteurs de projets.

Le présent rapport expose le bilan de l'action territoriale ainsi que l'utilisation des crédits alloués dans le cadre de l'action de la MILDECA dans les territoires pour l'année 2025. Il s'articule en deux grandes parties : la première partie concerne la mise en œuvre de la stratégie, les priorités décidées par les préfectures en cohérence avec leur plan d'action territorial et la feuille de route régionale et l'animation des acteurs impliqués dans cette politique publique ; la seconde partie présente une analyse des données relatives aux actions financées pour un montant de l'ordre de 45 M€ consacrées à la lutte contre les drogues et les conduites addictives.

Nicolas PRISSE
Président

SYNTHESE NATIONALE
2025

1. La stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027 poursuit sa mise en œuvre dans les territoires

Dans le cadre de la mise en œuvre de la **stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives (SIMCA) 2023-2027**, les préfectures de département ont été invitées à élaborer un plan d'action aligné sur la feuille de route régionale. Chaque département a ainsi défini des axes de travail déclinés en actions concrètes avec la désignation d'un service chargé de leur déploiement et de leur suivi. Pour la plupart des préfectures, 2025 a constitué la deuxième année de mise en œuvre de ces plans.

Cet exercice programmatique a pour objectif d'amener les préfectures, en tant que chefs de projet locaux, à **aller au-delà de la simple répartition des crédits** aux opérateurs des territoires lors d'appel à projets annuel. Il s'agit de **favoriser la définition puis la mise en œuvre et l'animation, au niveau local, d'une politique interministérielle** telle que définie par la SIMCA, actualisée au regard de nouvelles priorités nationales (la lutte contre le narcotrafic) et adaptée à la réalité des territoires. Des crédits d'intervention sont alloués par la MILDECA aux préfectures de région, qui les délèguent à leur tour aux préfectures de département pour susciter et soutenir des initiatives de lutte contre les conduites addictives portées par des acteurs locaux. Ces crédits doivent être mis au service de la stratégie nationale qui est ensuite déclinée. La circulaire budgétaire 2024-2025 de la MILDECA ne définit pas de contraintes strictes, laissant une marge de manœuvre aux territoires. Bien que la stratégie nationale encadre les priorités, l'allocation des budgets par les préfectures s'appuie avant tout sur les plans locaux afin de s'adapter aux spécificités territoriales.

Pour mémoire, la MILDECA accompagne les acteurs territoriaux dans la lutte contre les drogues et les conduites actives par l'intermédiaire de binômes de chargés de mission référents territoriaux qui sont leurs interlocuteurs permanents privilégiés. Afin d'animer ce réseau, la MILDECA propose différents outils comme **une plateforme RESANA** qui se présente comme un espace collaboratif favorisant le partage d'informations, de bonnes pratiques et de ressources, **des webinaires bimensuels**[5] qui ont pour fonction d'informer les acteurs sur la base des souhaits émis par les participants et **la lettre aux territoires** qui synthétise mensuellement les informations essentielles du mois écoulé notamment les tendances en matière de drogues et d'addictions, les projets portés par les territoires, les actions menées par la MILDECA et des publications d'experts.

[5] Ces sessions d'une durée d'une heure abordent des thématiques d'actualité afin de stimuler l'action sur le terrain. Les thématiques abordées en 2025 sont : le guide du maire, le bilan (financier) de la SIMCA et les conduites addictives en milieu professionnel.

1.1. Les priorités des préfectures en 2025 convergent vers le volet prévention et se concentrent autour de trois dominantes : les jeunes, les publics vulnérables et le milieu festif

Au cours du premier semestre 2026, la MILDECA a envoyé un questionnaire aux préfectures de département afin d'apprécier les priorisations qu'elles ont menées dans leur territoire en partenariat avec les acteurs locaux dans la lutte contre les drogues et les conduites addictives. Suite à l'exploitation des réponses, les trois thématiques les plus fréquemment citées relèvent toutes du **domaine de la prévention** et concernent deux publics spécifiques et un environnement bien ciblé : la prévention **auprès des jeunes** incluant le développement des compétences psychosociales (CPS), les actions destinées aux **publics vulnérables** comme les personnes en situation de précarité ou placées sous main de justice et la prévention **en milieu festif** notamment lors des événements sportifs. Aux côtés de ces trois thématiques principales, d'autres priorités ont également été évoquées plus spécifiquement par des territoires comme la **lutte contre les trafics ou encore les actions d'aide à la parentalité.**

Afin que la politique publique de lutte contre les drogues et les conduites addictives puisse produire ses pleins effets, il est essentiel qu'**une réponse sur l'offre** vienne compléter l'approche par **la demande, afin d'adopter une approche équilibrée**. Ce volet concernant l'offre pourrait utilement intégrer des éléments concernant la lutte contre les trafics, préciser des mesures de respect de la loi et décliner le contrôle de mesures de régulation comme les interdits protecteurs sur le tabac, l'alcool, les jeux d'argent et de hasard (JAH).

1.2. Le financement par les préfectures d'actions concrètes dans leur territoire en lien avec les acteurs de leur écosystème

Les actions prioritairement financées par les préfectures se concentrent pour la grande majorité sur des **projets de prévention, à destination des jeunes, en milieu scolaire et souvent portées par des associations**.

Il apparait ainsi que les actions en milieu scolaire représentent 42% des actions des préfectures pour un montant de 2 158 168 € en 2025. Leur prépondérance pourrait s'expliquer par la facilité d'accès à ce public pour les acteurs associatifs qui simplifie souvent la mise en œuvre des actions.

Les actions à destination de la jeunesse représentent 52% des actions pour un montant de 3 751 864 €. Elles s'expliquent par les nombreux acteurs en dehors du milieu scolaire qui rassemblent un public jeune (maison des jeunes et autres structures similaires des collectivités territoriales, club sportifs).

Enfin, les associations sont de loin les premiers porteurs de projets financés par les préfectures avec trois quarts des actions pilotées par leurs équipes soit 988 projets en 2025. Les tissus associatifs locaux sont fortement mobilisés comme des associations nationales telles qu'Addictions France. Ce partenaire clé, présent dans de nombreux territoires, accompagne chaque année près de 100 000 personnes grâce à des actions de prévention, de réduction des risques et d'accompagnement face aux conduites addictives.

1.3. Le rôle essentiel des préfectures dans la coordination des acteurs territoriaux

L'implication de tous les acteurs, aux côtés des services de l'État, représente une opportunité pour construire, à l'échelle locale, des démarches ambitieuses, innovantes et adaptées à des publics plus diversifiés et aux enjeux de la lutte contre les drogues et les conduites addictives. La coordination entre ces acteurs est essentielle pour **aligner les priorités, partager des objectifs communs et optimiser l'emploi des moyens disponibles**. Une telle approche collaborative permet non seulement de renforcer la cohérence des politiques publiques mais aussi de s'adapter aux phénomènes émergents et aux spécificités territoriales.

Dans ce cadre, la stratégie 2023-2027 fixe des lignes directrices d'une telle coopération en s'adossant aux préfectures comme chefs d'orchestre de l'animation de cette politique publique ; elle se distingue aussi par une volonté affirmée de **territorialiser les actions de lutte contre les drogues et les conduites addictives**. Dans ce cadre, près de **90 % des préfectures de région et de département ont élaboré une feuille de route régionale et un plan d'action départemental en concertation avec leurs partenaires**. Comme l'année 2023 a été consacrée à la rédaction de ces feuilles de route et plans d'action, l'année 2025 a marqué la deuxième année pleine de mise en œuvre. Cinq constantes peuvent à ce stade être avancées :

1.3.1. Le rôle central du comité de pilotage départemental dans l'animation de la coordination territoriale

La mise en place d'un comité de pilotage **(COPIL)** rassemblant tous les acteurs impliqués dans la lutte contre les drogues et les conduites addictives constitue une **instance privilégiée pour la coordination** des projets dans les territoires. En 2025, près de **60 % des préfectures ont organisé un COPIL départemental**. Il concrétise l'approche interinstitutionnelle promue par la MILDECA, associant autour de la préfecture de département, les représentants des administrations civiles de l'État, les acteurs locaux institutionnels et des acteurs non-institutionnels surtout associatives.

1.3.2. L'hétérogénéité des acteurs participants au comité de pilotage départemental

Les acteurs impliqués couvrent un large spectre allant de la prévention et de l'accompagnement médico-social et sanitaire notamment avec les agences régionales de santé, les services de l'éducation nationale et les centres de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie à l'application de la loi et à la lutte contre le trafic de stupéfiants avec les parquets, les douanes et les forces de sécurité intérieure.

Au sein de ces COPIL, les autorités les mieux représentées sont **les agences régionales de santé** (95 %) et **les services de l'éducation nationale** (90 %), ce qui témoigne d'une bonne intégration des politiques de prévention. Les services régaliens y sont également présents avec les **forces de sécurité intérieure** (71 %) et les **services de la justice** (63 % pour la protection judiciaire de la jeunesse, 59 % pour les services pénitentiaires d'insertion et de probation et 60 % pour les parquets). Il est essentiel de souligner d'une part l'importance d'une bonne interconnaissance des missions et des actions menées par l'ensemble des acteurs garant du succès de cette politique publique et d'autre part la nécessité d'associer pleinement dans ces COPIL toutes les

parties prenantes intéressées à la mise en œuvre de cette politique publique tant dans le volet préventif que le volet répressif.

En revanche, **les collectivités territoriales restent peu impliquées**, avec une participation limitée à 43 % des réunions (un chiffre stable depuis 2024). Cela pourrait représenter un **axe d'amélioration pour leur intégration par les préfectures** au regard des moyens d'action dont disposent les élus locaux pour lutter contre les drogues et les conduites addictives.

1.3.3. Les dispositifs disponibles pour favoriser l'activation de cette politique publique

Malgré leur participation limitée au COPIL, **les collectivités territoriales restent un moteur dans les territoires** en faveur de la lutte contre les drogues et les tendances addictives. La part des projets soutenus localement et portés par des collectivités territoriales a fortement progressé ces dernières années. Les maires, les élus et les agents des collectivités se mobilisent de plus en plus au côté de l'Etat pour lutter contre les conduites addictives dans leurs territoires : 111 collectivités ont bénéficié de crédits dédiés à la mise en œuvre de la politique territoriale, délégués par les préfectures en 2025.

Le dispositif de Limitation de l'Implication des Mineurs dans le Trafic de Stupéfiants (LIMITS). Porté par les collectivités territoriales, le dispositif LIMITS porte l'ambition de faire vivre une **priorité de politique publique nationale** en soutenant des **projets pensés et portés par des acteurs locaux** souhaitant s'engager directement dans la lutte contre les trafics des stupéfiants et pour la protection des jeunes face aux réseaux criminels.

Sous l'impulsion et le pilotage du Maire (ou Président de l'intercommunalité) et du Préfet, les partenaires locaux élaborent des plans d'actions pluriannuels permettant la mise en place d'interventions de **prévention primaire et secondaire** à destination des mineurs, des familles et des professionnels du territoire LIMITS.

La MILDECA propose aux collectivités territoriales un **référentiel LIMITS**[6] ; cet outil a été conçu pour les guider dans la mise en œuvre d'une politique publique globale sur cette thématique.

Ce programme se déploie dans plus d'une trentaine de collectivités territoriales ayant été sélectionnées lors d'appels à projet en 2024 et 2025. Les quinze collectivités territoriales retenues en 2025 lors de l'appel à projet LIMITS ont reçu un soutien financier, allant de 32 500 € à 250 000 € par projet. La Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance (SNPD) 2026-2030 et son déploiement à l'échelle départementale dans les plans départementaux de prévention de la délinquance permet de contextualiser et de rappeler la pertinence du programme LIMITS.

Tous les secteurs professionnels sont concernés par la consommation de substances psychoactives, mais certains y sont plus exposés, comme les métiers des arts et du spectacle,

[6] https://www.drogues.gouv.fr/prevenir-la-participation-des-jeunes-aux-trafics-de-stupefiants-un-referentiel-pour-guider-laction

l'hôtellerie-restauration, l'agriculture, le transport, le secteur du BTP ou encore les professions en contact avec le public. Ces acteurs sont donc des interlocuteurs essentiels pour toucher des publics précis et répondre aux besoins de certains secteurs. Si elle reste une exception, l'action menée auprès des saisonniers des stations de sports d'hiver dans les Hautes-Alpes (prévention auprès des employeurs, des travailleurs saisonniers à différents moments stratégiques de la saison) ouvre la voie à de futurs projets avec des employeurs.

Le dispositif les Entreprises et les Services Publics s'Engagent Résolument (ESPER)

Face au constat de l'exposition et de la consommation dans le milieu professionnels, la MILDECA et une vingtaine de partenaires ont lancé, à l'automne 2021, le dispositif ESPER. Ce dispositif vise à **briser les tabous et à mobiliser l'ensemble des acteurs du monde professionnel** dans la prévention des conduites addictives. Les partenariats déjà entamés permettent de donner l'impulsion afin que les préfectures s'emparent de ce programme appelé à être déployé plus largement.

A terme, la signature des conventions sera déconcentrée au niveau des préfectures pour un meilleur déploiement sur l'ensemble du territoire national.

Il apparait que **certains secteurs ou acteurs ne sont intégrés qu'accessoirement dans l'action territoriale de lutte contre les drogues et les conduites addictives.** L'enseignement supérieur, et plus précisément les universités, en raison de leur statut et de leur organisation, est un milieu plus difficile à mobiliser. Pourtant, les établissements du supérieur ont toute leur place dans cette dynamique : leur expertise et leur ancrage local permettraient de pousser plus loin les actions de lutte contre les conduites addictives et les drogues. **Leur intégration reste donc un enjeu, d'autant que les besoins dans ces milieux sont évidents et méritent d'être mieux pris en compte.** La période autour de la vingtaine est décisive dans la prévention de l'installation de conduites addictives, quel que soit le milieu de vie (enseignement supérieur ou milieu professionnel). Cet âge marque un tournant : les consommations qui s'y installent ont tendance à se maintenir, traversant les différents milieux et périodes de la vie.

Finalement, d'autres freins existent, parfois dus à un manque quantitatif ou qualitatif, d'opérateurs associatifs traditionnellement engagés dans la prévention des addictions. En cohérence avec les orientations nationales, la MILDECA a donc incité les chefs de projet à se tourner vers des opérateurs généralistes, tels que ceux œuvrant dans le domaine de la santé publique ou auprès de publics comme les jeunes, les étudiants ou les familles, afin de répondre aux besoins identifiés.

1.3.4. Un effet levier financier de 4,3 en augmentation en 2025

A côté d'une coordination efficace, le cofinancement permet d'impliquer les acteurs dans la réalisation d'un projet. La MILDECA grâce aux crédits qu'elle délègue aux préfectures favorise ainsi un effet levier financier auprès des autres acteurs. **Les crédits délégués par la MILDECA aux préfectures constituent ainsi la source de la mobilisation de crédits** en faveur de la lutte contre les drogues et les conduites addictives.

En 2025, **les crédits délégués par la MILDECA aux préfectures ont représenté 8,6 millions d'euros. Ils ont permis de lever 37 millions d'euros apportés par les autres partenaires qui se**

sont impliqués dans cette lutte. Ce montant marque une progression notable par rapport à 2024 (29,3 millions d'euros) soit une augmentation de 26%, confirmant ainsi une tendance à la hausse après plusieurs années de cofinancements bien moins élevés.

La part de renouvellement des actions reste stable par rapport à 2024, **à 63 %, ce qui signifie qu'un tiers des projets en 2025 sont de nouveaux projets** marquant ainsi une belle dynamique des acteurs en faveur de la lutte contre les drogues et les pratiques addictives. La capacité à lancer de nouvelles initiatives dépend largement de la mobilisation associative locale et de l'impulsion donnée par les collectivités territoriales. D'ailleurs, les chefs de projet MILDECA jouent un rôle clé dans cette recherche de nouvelles initiatives : leur capacité à fédérer les acteurs est un atout majeur pour stimuler des projets innovants et adaptés aux besoins identifiés sur le terrain**. Il revient aux services de l'Etat d'évaluer la pertinence des actions existantes, en les confrontant aux orientations nationales et aux enjeux locaux, en les inscrivant dans la feuille de route régionale et les plans d'action départementaux, tout en mesurant leur efficacité réelle.**

Pour mémoire, depuis 2019, les agences régionales de santé (ARS) disposent, dans leur fonds d'intervention régional, de crédits issus du fonds national de lutte contre les addictions. Ces fonds permettent de soutenir, généralement via un appel à projets régional, des actions contribuant à la lutte contre les addictions sur leur territoire, en cohérence avec leur projet régional de santé et leur programme régional de réduction du tabagisme. **Onze appels à projets départementaux mutualisés MILDECA/ARS ont été lancés en 2025**, dans les territoires suivants : l'Aude, l'Aveyron, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire, la Meuse, la Moselle, la Saône-et-Loire, les Yvelines, les Deux-Sèvres, l'Yonne et La Réunion.

1.3.5. La soutenabilité de l'action en faveur de la lutte contre les drogues et les conduites addictives passe par l'évaluation des projets

La MILDECA poursuit ses efforts pour sensibiliser les préfectures à **l'importance d'évaluer systématiquement les actions menées.** Ces évaluations peuvent être réalisées en interne par les services de la préfecture, par l'ARS ou par un évaluateur externe. **Chaque projet financé doit faire l'objet d'un bilan détaillé, transmis par le porteur à la préfecture, justifiant de sa réalisation. Ce bilan doit inclure des indicateurs quantitatifs et qualitatifs** afin de favoriser une analyse rigoureuse par les services préfectoraux. Les agents sont également encouragés à se rendre sur le terrain pour assister à certaines actions.

En 2025, plus de la moitié des préfectures ont vérifié la bonne exécution des projets, directement ou via un partenaire et près de 50% ont effectué au moins un déplacement sur place. Nous encourageons cette tendance positive.

Parallèlement, **près de 8 % des préfectures ont émis un titre de perception** pour des actions partiellement réalisées ou pour défaut de transmission du bilan financier par le porteur de projet.

Les préfectures disposent aussi de la possibilité d'autoriser les porteurs de projet à prolonger leur action au-delà du 31 décembre de l'année de versement, notamment pour les projets liés au calendrier scolaire. **Près d'un quart des préfectures ont ainsi accordé des prolongations en**

2025. Ces actions, une fois achevées, devront faire l'objet d'un bilan dans les mêmes conditions que les autres projets.

1.4. Des phénomènes émergents auxquels les acteurs ne se sont pas encore adaptés

Lors de l'exploitation des retours des préfectures suite au questionnaire que la MILDECA leur a adressé, sont apparus des thématiques émergentes auxquels les territoires font face. Ces phénomènes sont convergents dans la plupart des territoires et confirment les grandes tendances identifiées à l'échelle nationale. Ainsi, le **premier phénomène émergent souligné par plus de 60% des préfectures est la consommation de protoxyde d'azote**. Cela se traduit par une expansion marquée des problèmes associés : usage croissant chez les jeunes, accidents, dommages environnementaux et pollution des espaces publics. On observe un **véritable point de bascule en 2025**, alors que ce sujet n'était jugé majeur que par un quart des préfectures en 2024. Pourtant, **cette préoccupation ne s'est pas encore traduite par des projets financés sur le terrain.**

Par ailleurs, 16 préfectures ont mentionné les **nouveaux produits de synthèse** et plus particulièrement les cannabinoïdes de synthèse comme le « Pète ton Crâne » (PTC). La diversité et le renouvellement constant de ces substances compliquent leur appréhension par les pouvoirs publics.

Ensuite, en troisième position figure la **cocaïne et le crack** (cocaïne base). Leur présence sur l'ensemble du territoire, y compris en zones rurales, ainsi que la baisse des prix et l'expansion du marché, rendent ces produits accessibles à un public large.

Enfin, **l'alcool** est cité de manière transversale, à la fois comme problématique autonome et comme facteur associé à d'autres enjeux : violences intrafamiliales, risques en milieu festif, accidents de la route ou API (alcoolisation ponctuelle importante).

Si ces problématiques principales resurgissent clairement dans les réponses au questionnaire, d'autres phénomènes, plus marginaux ou moins documentés, méritent une vigilance particulière parce qu'ils pourraient devenir des marqueurs dans les années à venir : **usages problématiques des écrans, ubérisation du trafic, vente en ligne ou vapotage en milieu scolaire**.

2. Présentation des lignes directrices des actions financées en 2025 au titre de la politique publique de lutte contre les drogues et les conduites addictives

Le portefeuille des actions financées en 2025 a légèrement diminué par rapport à 2024, passant de 1 448 à 1 326. En effet avec **45,6 M€ d'actions financées en 2025**, cela représente une moyenne d'environ 34 000 euros par action. Afin d'éviter une dilution des effets des actions entreprises, **la MILDECA recommande de s'attacher à promouvoir des actions qui concentrent les ressources sur des actions prioritaires, efficaces et en cohérence avec le plan départemental** qui a été établi.

L'analyse des données concernant ces actions permet d'extraire des lignes directrices dans la mise en œuvre de la politique publique de lutte contre les drogues et les pratiques addictives

par les territoires : i) le volet prévention reste prépondérant, ii) les bénéficiaires sont majoritairement des jeunes, iii) de nombreux milieux de vie sont concernés par des crédits MILDECA (scolaire, festif, professionnel et carcéral) mais certains mériteraient de l'être plus notamment les milieux familiaux et universitaires et iv) l'hégémonie des associations en qualité de porteurs de projets.

L'analyse des données concernant la répartition des crédits par produits ne permet pas réellement de faire apparaitre des tendances significatives. En effet, une grande majorité des actions ne se concentre pas sur un seul produit, mais adopte une **approche générale sur les conduites addictives (82% des actions)**. L'essentiel des actions de prévention, comme le renforcement des compétences psychosociales, aborde les conduites addictives dans leur ensemble, sans distinction de produits ou de comportements. Cependant, certaines actions émergent et témoignent de l'importance du ciblage par produits dans certains territoires aux contextes liés à des consommations spécifiques. C'est par exemple le cas pour des actions visant les usages problématiques des écrans (Corse – plus de 40% des actions ; Bourgogne Franche Comté) ou les psychostimulants (Nouvelle-Aquitaine, PACA) ou encore l'alcool (Pays-de-la-Loire, Bretagne, Centre – Val de Loire). On peut citer les projets en Mayenne autour d'ateliers d'alternatives aux consommations d'alcool ou encore d'interventions de prévention sur le syndrome d'alcoolisation fœtale. Les priorités des préfectures et les thématiques émergentes évoquées dans la première partie donnent aussi une indication pour le ciblage de futures actions avec une attention portée sur certains produits.

2.1. Une typologie des actions financées qui recouvre majoritairement le volet préventif de la lutte contre les drogues et les conduites addictives

Les actions de lutte contre les drogues et les conduites addictives financées en 2025 peuvent se ventiler en 6 cas. Le diagramme infra présente la répartition des crédits MILDECA délégués aux préfectures en fonction des thématiques d'action financées en 2025 :

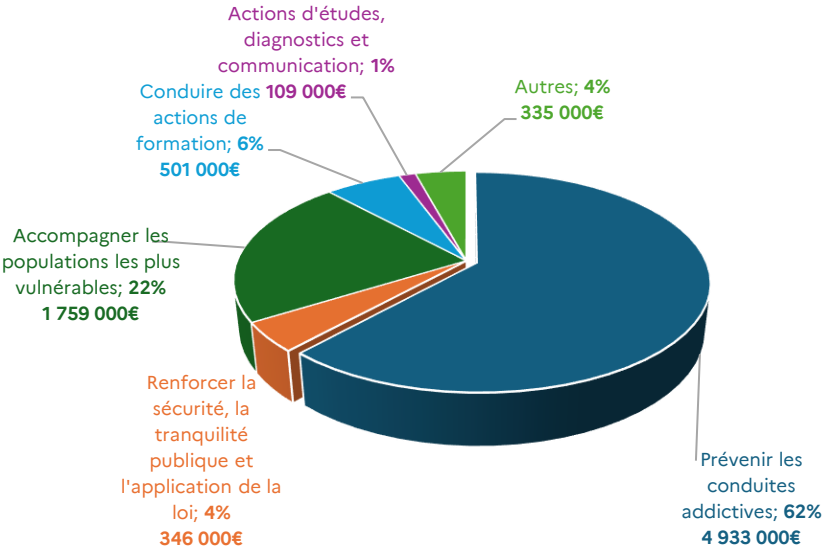


Diagramme 1 : présentation de la typologie des actions financées par les crédits MILDECA en 2025

Sources : MILDECA à partir des données remontées des préfectures

La part des crédits dédiés aux **actions de prévention** progresse légèrement en 2025 pour atteindre **4,9 M€ soit 62% des crédits**. Du fait du poids plus important que représente la catégorie « prévenir les conduites addictives », d'autres catégories ont connu une baisse de financement : de 250 000 € pour accompagner les populations les plus vulnérables, de 150 000 € pour conduire les « actions de formation » et une baisse des « actions d'études, de diagnostics et de communication » de 109 000 € par rapport à 2024.

Ces diminutions peuvent s'expliquer par une actualisation de la méthodologie utilisée pour le classement des actions. Ainsi, les actions destinées aux personnes placées sous main de justice, autrefois classées dans la catégorie « sécurité, tranquillité publique et application de la loi », peuvent désormais être intégrées plus facilement dans des actions de prévention. Cette réorganisation a sûrement influencé la répartition des financements. Enfin, les actions liées à renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi sont stables (346 000 €).

2.2. Les jeunes sont les principaux bénéficiaires des actions menées

Les jeunes restent le public principal des actions financées, conformément aux orientations de la SIMCA. Après une baisse régulière depuis 2022 (59 % en 2022, 54 % en 2023, 52 % en 2024), la part d'actions leur étant dédiée se stabilise à **52 %** en 2025.

Il peut être constaté qu'en termes financiers, les crédits alloués aux actions destinées aux jeunes sont dans le même ordre de grandeur et représentent un peu moins de la moitié (46 % soit **3 752 000 €**) des crédits. Les actions à destination des jeunes sont variées. Certaines adoptent des formats classiques comme les stands de prévention, les interventions en classe ou les maraudes. D'autres misent sur des formats plus participatifs tels que les ciné-débats, les représentations théâtrales, les fresques participatives ou les forums, qui permettent de proposer un contenu dynamique et adapté aux réalités des jeunes. A noter que le graphique infra privilégie les données chiffrées en prenant en compte l'effet volume plutôt que l'effet prix en vue de faire ressortir les orientations politiques. L'ensemble des données, y compris budgétaires, sont à retrouver en annexe 1 de cette synthèse.

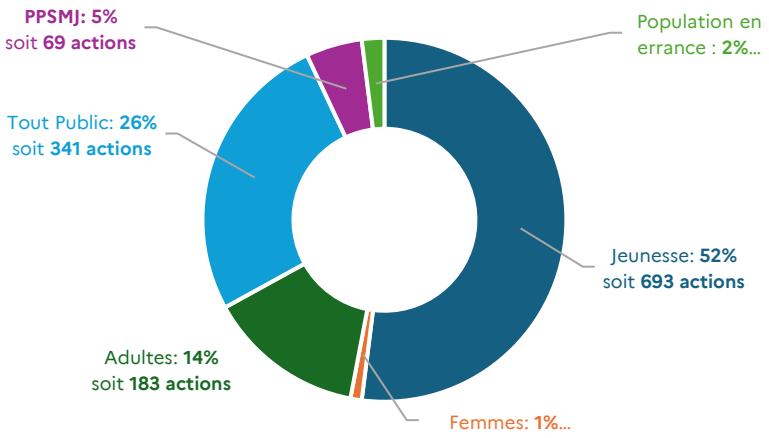


Diagramme 2 : présentation des bénéficiaires des actions financées par les crédits MILDECA en 2025

Sources : MILDECA à partir des données remontées des préfectures

Parmi les actions dont le public cible est la catégorie « adultes » ou « tout public », de nombreuses actions concernent la formation de professionnels sur les questions de conduites addictives, ou des dispositifs de prévention et réduction des risques lors d'évènements festifs. Par exemple, des formations sont proposées en Seine-Maritime pour les adultes travaillant auprès de personnes âgées, ou des aidants de personnes en situation de handicap. **Former les adultes, y compris les proches, pour mieux accompagner l'entourage et identifier les situations à risque constitue un axe central** des différentes formes de prévention, notamment primaire et secondaire. Avec 341 actions, le public général est le deuxième poste d'action pour les collectivités territoriales **avec 2 345 000 € investis**. La population adulte bénéficie d'environ 1 M€ de crédits pour des actions diverses (14% des actions).

Les actions à destination des **personnes placées sous main de justice (PPSMJ)** sont en augmentation sur le plan de l'investissement et sur la proportion d'actions **(+0,5 points en 2025, et + 150 000 €)**. Dans le Vaucluse, un projet à destination des PPSMJ propose une double approche combinant pratique sportive et sensibilisation, afin de prévenir les conduites addictives et d'encourager une prise de conscience individuelle et collective des jeunes sous main de justice.

Si la part des actions ciblant les **populations en errance** a baissé d'un point, les indicateurs financiers montrent une **augmentation de 150 000 €** par rapport à 2024, soit une **hausse de plus de 50 %** du budget alloué à cette catégorie, pour atteindre un total de **437 000 €** en 2025. Un exemple d'action à destination des populations en errance est le projet TAPAJ (Travail Alternatif Payé à la Journée) notamment mis en œuvre en Essonne par l'association Oppelia, dans le but d'aller à la rencontre de consommateurs en grande précarité et éloignés des dispositifs sanitaires et sociaux, tout en favorisant l'inclusion sociale et l'autonomie.

Les femmes et les populations en errance, autrefois classées parmi les publics vulnérables, sont désormais intégrées dans une nouvelle catégorie. Les crédits alloués aux actions ciblant spécifiquement les femmes ont diminué : ils s'élevaient à un peu moins de 100 000 € en 2024, contre 41 000 € en 2025. En Martinique, la Préfecture a financé un projet porté par l'association La Ruche, dans le cadre de son programme « SOS Maternité ». Ce projet vise à prévenir les addictions et les conduites à risques auprès des femmes enceintes ou avec de jeunes enfants, confrontées à des difficultés sociales, familiales ou professionnelles, ainsi qu'à des situations de grande précarité ou de fragilité émotionnelle.

Enfin, **le ciblage des publics est hétérogène selon les régions** et correspond aux réalités des territoires et aux plans locaux des départements. Ainsi, certains territoires adoptent une approche diversifiée vis-à-vis des publics comme la région Pays de la Loire ou les départements d'Outre-Mer. A L'inverse 7 régions ne présentent aucune action spécifique à destination des femmes par exemple.

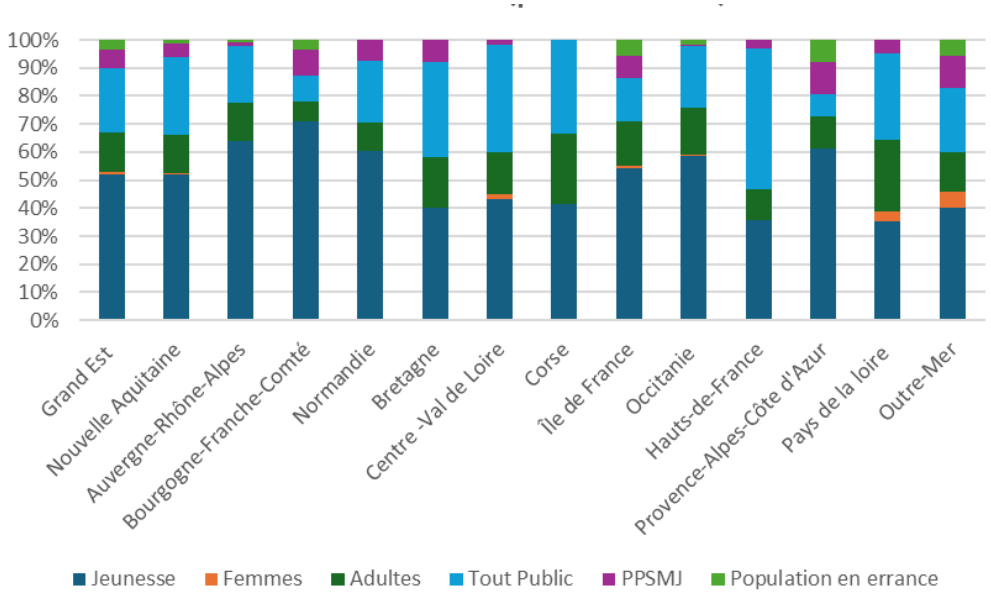


Diagramme 3 : présentation de l'hétérogénéité des bénéficiaires des actions financées par les crédits MILDECA en 2025 en fonction des régions

Sources : MILDECA à partir des données remontées des préfectures

2.3. Les crédits délégués aux préfectures, au service de nombreux milieux de vie

Si les volumes financiers alloués au **milieu scolaire** ont diminué, passant de 2,5 millions d'euros en 2024 à **2,15 millions d'euros en 2025**, ils restent supérieurs à ceux de 2023, qui s'élevaient à un peu moins de 2 millions d'euros. Leur part des financements représente **27%**.

En hausse depuis 2023, la part des moyens consacrés à la prévention en **milieu festif** se stabilise **à 15 %.** Par exemple, plusieurs préfectures financent des acteurs associatifs qui s'organisent collectivement au sein de dispositifs de coordination pour garantir une présence dans les milieux festifs tout au long de l'année. A titre d'exemples, à Paris, cela se traduit par des financements accordés aux associations participant au dispositif « Fêtez-clairs », qui vise à réduire les risques en milieu festif. La commune de Dinan, par exemple, propose quant à elle un dispositif de malle de prévention destiné aux acteurs de la prévention pour les soirées et événements festifs.

Si les volumes financiers alloués aux actions en **milieu professionnel** ont diminué en 2025, ils demeurent largement supérieurs à ceux de 2023, avec une hausse de 700 000 euros. Cette progression s'explique par la préoccupation accrue des acteurs locaux face aux conséquences des conduites addictives en milieu professionnel, notamment en matière de sécurité. Leur part de financement représente **13%** des crédits alloués. Le **milieu carcéral** bénéficie d'une enveloppe de crédits de **609 000 €** soit **8%** des financements MILDECA.

Le milieu familial est identifié, dans le cadre de la stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives, **comme une cible prioritaire**. En effet, un certain nombre d'expérimentations de substances psychoactives ou de conduites addictives ont lieu en famille. A titre d'exemple, en 2025, la commune de Saint-Leu à La Réunion, a mis en œuvre un programme de prévention des addictions aux écrans destiné aux parents. Il propose un suivi

d'environ trois mois, avec des rendez-vous individuels et collectifs pour chaque famille accompagnée. On peut aussi évoquer le projet de la communauté de communes du Vallespir, qui a déployé le Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité (PSFP) afin de renforcer la communication et les compétences psychosociales.

Après une baisse continue depuis 2020 (270 000 € en 2020 contre 36 500 € en 2023), le léger rebond des actions menées dans **l'enseignement supérieur**, observé en 2024, se poursuit en 2025. Le volume financier a augmenté de 9 000 €, soit une **hausse d'environ 12 %**, pour atteindre un total d'environ **83 000 €.**

À l'échelle régionale, les écarts entre territoires sont marqués. Ces différences s'expliquent par les priorités locales, définies à la fois par les feuilles de route régionales et les plans d'action départementaux. Par exemple, en Auvergne-Rhône-Alpes, près de 50 % des actions se déroulent en milieu scolaire, contre seulement 14 % en Pays-de-la-Loire. A l'inverse certains territoires (5 régions) ne se saisissent pas de certains milieux comme l'enseignement supérieur évoqué précédemment. La part dédiée à la vie festive varie également fortement : moins de 9 % en Outre-mer (en hausse de 5 points par rapport à 2024), contre près d'un quart des moyens en Occitanie.

2.4. La prépondérance des associations en qualité de porteurs de projets

Les **associations** sont les principaux porteurs de projets. Elles représentent **75 % des actions**, dans la continuité des années précédentes (entre 71 % et 73 %). Elles sont des partenaires privilégiées des actions menées dans la lutte contre les drogues et les conduites addictives.

Les **collectivités locales**, bien que leur part ait diminué d'un point (**10 %**), conservent la deuxième position, devant les **établissements scolaires (7 %),** comme en 2024. Les **CSAPA/CAARUD sont à l'origine de 5% des projets**. Cette tendance reflète la volonté de la MILDECA de renforcer l'engagement des collectivités dans la mise en œuvre de projets locaux.

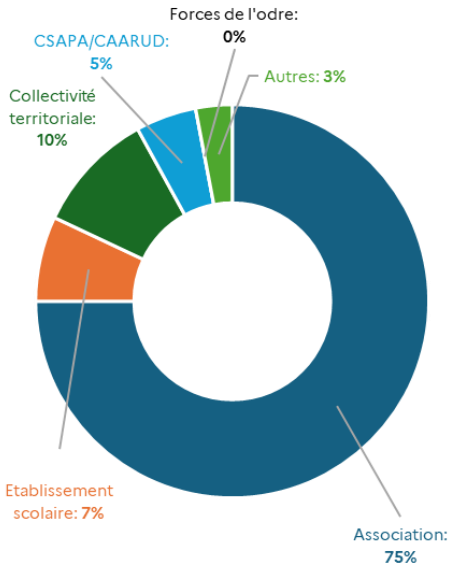


Diagramme 4 : présentation de la nature des porteurs de projets financés par les crédits MILDECA en 2025

Sources : MILDECA à partir des données remontées des préfectures

ANNEXES

Annexe 1

	2024	Financement MILDECA (en euros)	%	2025	Financement MILDECA (en euros)	%
DOTATION MILDECA		**8 466 793 €**			**8 101 334,00 €**	
Prévention	Milieu scolaire	2 539 736 €	30 %	Milieu scolaire	2 158 168 €	27%
	Milieu festif	1 244 039 €	15 %	Milieu festif	1 218 667 €	15%
	Milieu professionnel	1 615 569 €	19 %	Milieu professionnel	1 046 202 €	13%
	Milieu carcéral	999 964 €	12 %	Milieu carcéral	609 148 €	8%
	Milieu familial	1 240 956 €	15 %	Milieu familial	544 190 €	7%
	Sport/culture	752 829 €	9 %	Sport/ culture	264 164 €	3%
	Enseignement supérieur	73 700 €	1 %	Enseignement supérieur	82 875 €	1%
	Autres			Autres	2 177 921	27%

Tableau 1 Ventilation des crédits MILDECA par milieu de vie : comparaison entre 2025 et 2024

Sources : MILDECA à partir des données remontées des préfectures

	Milieu ou environnement	Nombre d'actions	Financement MILDECA (en euros)	Co-financements (en euros)
Dotations		**1326**	**8 198 580 €**	**37 465 658 €**
	Jeunesse	693	3 751 864 €	12 010 779 €
	Tout public	341	2 345 209 €	6 132 875 €
	Adultes	183	1 049 129 €	3 561 101 €
	PPSMJ	69	574 345 €	12 651 271 €
	Population en errance	30	437 092 €	1 413 290 €
	Femmes	10	40 941 €	1 696 342 €

Tableau 2 Ventilation des crédits MILDECA par public cible en volume d'action et volume financier

Sources : MILDECA à partir des données remontées des préfectures

	Porteurs de projet	Nombre d'actions	%
Dotations		**1326**	**100 %**
	Association	988	75 %
	Collectivité territoriale	130	10 %
	Établissement scolaire	96	7 %
	CSAPA/CAARUD	64	5 %
	Autres	45	3 %
	Forces de l'ordre	3	0,2 %

Tableau 3 Ventilation des projets par porteurs de projets

Sources : MILDECA à partir des données remontées des préfectures

Annexe 2 : Synthèse régionale

Auvergne -Rhône -Alpes

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**861 880**	**26%**
Prévenir les conduites addictives	**565 490**	**66%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**50 530**	**6%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**136 060**	**16%**
Conduire des actions de formation	**65 200**	**8%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**16 000**	**2%**
Autres	**28 600**	**3%**
CREDITS ADDITIONNELS	**2 441 744**	**74%**
ARS	289 534	12%
Education Nationale	5 502	0%
FIPD	2 000	0%
Politique de la ville	15 500	1%
PDASR	9 750	0%
Justice	78 280	3%
Etat (autres)	263 111	11%
Collectivités territoriales	598 254	25%
Associations	569 392	23% *
Autres	610 421	25%
FINANCEMENT TOTAL	**3 303 624**	100%

*chiffre global gonflé par un projet spécifique, financé par Fondation des apprentis d'Auteuil.

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Ain	96 000	299 949	76%	14	50%
Allier	44 500	-	0%	4	75%
Ardèche	50 000	129 027	72%	8	63%
Cantal	30 500	152 717	83%	11	55%
Drôme	-	-	-	0	0%
Isère	147 500	196 222	57%	14	71%
Loire	66 500	14 500	18%	18	89%
Haute-Loire	37 880	196 564	84%	13	38%
Puy-de-Dôme	59 500	485 990	89%	12	75%
Rhône	152 500	868 930	85%	19	58%
Savoie	98 500	57 608	37%	14	86%
Haute-Savoie	78 500	40 237	34%	11	73%
Région	-	-	-	0	0%
Total Région	**861 880**	**2 441 744**		**138**	

Bourgogne-Franche-Comté

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**404 327**	**26%**
Prévenir les conduites addictives	**286 500**	**71%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**-**	**0%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**112 227**	**28%**
Conduire des actions de formation	**5 600**	**1%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**-**	**0%**
CREDITS ADDITIONNELS	**1 146 854**	**74%**
ARS	385 171	34%
Education Nationale	101	0%
FIPD	62 734	5%
Politique de la ville	-	0%
PDASR	9 600	1%
Justice	89 052	8%
Etat (autres)	105 782	9%
Collectivités territoriales	138 366	12%
Associations	61 490	5%
Autres	294 558	26%
FINANCEMENT TOTAL	**1 551 181**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Côte d'Or	57 927	267 550	82%	6	50%
Doubs	54 200	123 889	70%	7	100%
Jura	21 900	-	0%	7	43%
Nièvre	17 800	30 076	63%	7	43%
Haute-Saône	19 800	19 851	50%	6	33%
Saône-et-Loire	48 200	354 730	88%	12	33%
Yonne	37 700	84 520	69%	5	80%
Territoire-de-Belfort	12 800	25 385	66%	5	100%
Région	134 000	240 853	64%	7	71%
Total	**404 327**	**1 146 854**		**62**	

Bretagne

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**395 500**	**35%**
Prévenir les conduites addictives	**179 202**	**45%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**18 200**	**5%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**101 348**	**26%**
Conduire des actions de formation	**76 500**	**19%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**20 250**	**5%**
CREDITS ADDITIONNELS	**745 986**	**65%**
ARS	405 267	54%
Education Nationale	6 388	1%
FIPD	4 000	1%
Politique de la ville	6 500	1%
PDASR	800	0%
Justice	5 000	1%
Etat (autres)	67 384	9%
Collectivités territoriales	194 822	26%
Associations	-	0%
Autres	55 825	7%
FINANCEMENT TOTAL	**1 141 486**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Côtes d'Armor	59 000	205 290	78%	18	89%
Finistère	89 600	81 492	48%	19	37%
Ille-et-Vilaine	107 100	132 482	55%	14	64%
Morbihan	67 800	96 840	59%	11	64%
Région	72 000	-	0%	8	75%
Total	**395 500**	**516 104**		**70**	

Centre-Val de Loire

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**288 850**	**31%**
Prévenir les conduites addictives	**193 936**	**67%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**4 580**	**2%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**40 640**	**14%**
Conduire des actions de formation	**8 200**	**3%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**5 800**	**2%**
Autres	**35 694**	**12%**
CREDITS ADDITIONNELS	**656 388**	**69%**
ARS	401 629	61%
Education Nationale	17 612	3%
FIPD	-	0%
Politique de la ville	17 000	3%
PDASR	6 500	1%
Justice	1 580	0%
Etat (autres)	79 897	12%
Collectivités territoriales	43 876	7%
Associations	-	0%
Autres	88 294	13%
FINANCEMENT TOTAL	**945 238**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Cher	49 000	226 070	82%	15	93%
Eure-et-Loir	53 000	141 839	73%	8	75%
Indre	21 000	64 035	75%	4	100%
Indre-et-Loire	62 000	109 715	64%	17	82%
Loir-et-Cher	31 000	25 103	45%	7	86%
Loiret	50 850	54 154	52%	9	56%
Région	22 000	-	0%	4	75%
Total	**288 850**	**620 916**		**64**	

Corse

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**74 000**	**25%**
Prévenir les conduites addictives	**55 500**	**75%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**500**	**1%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**-**	**0%**
Conduire des actions de formation	**-**	**0%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**18 000**	**24%**
CREDITS ADDITIONNELS	**227 550**	**75%**
ARS	158 314	70%
Education Nationale	-	0%
FIPD	-	0%
Politique de la ville	2 000	1%
PDASR	-	0%
Justice	-	0%
Etat (autres)	9 028	4%
Collectivités territoriales	40 000	18%
Associations	-	0%
Autres	18 208	8%
FINANCEMENT TOTAL	**301 550**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Corse du Sud	13 000	-	0%	4	88%
Haute-Corse	29 000	10 763	45%	4	50%
Région Corse	32 000	62 473	68%	8	93%
Total	**74 000**	**73 236**		**16**	

Grand-Est

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**656 818**	**20%**
Prévenir les conduites addictives	**405 633**	**62%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**10 325**	**2%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**184 790**	**28%**
Conduire des actions de formation	**49 800**	**8%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**5 000**	**1%**
Autres	**1 270**	**0%**
CREDITS ADDITIONNELS	**2 565 349**	**80%**
ARS	479 584	19%
Education Nationale	3 623	0%
FIPD	55 000	2%
Politique de la ville	11 600	0%
PDASR	9 450	0%
Justice	281 150	11%
Etat (autres)	440 743	17%
Collectivités territoriales	464 247	18%
Associations	264 905	10%
Autres	555 048	22%
FINANCEMENT TOTAL	**3 222 167**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Ardennes	38 000	205 869	84%	6	35%
Aube	44 000	60 872	58%	12	33%
Marne	99 968	-	0%	17	0%
Haute-Marne	20 377	34 902	63%	10	50%
Meurthe-et-Moselle	102 500	354 237	78%	17	29%
Meuse	24 000	30 097	56%	11	55%
Moselle	121 973	510 360	81%	14	50%
Bas-Rhin	155 000	1 034 446	87%	23	65%
Haut Rhin	-	-	-	0	0%
Vosges	51 000	334 566	87%	11	36%
Région	-	-	-	0	0%
Total	**656 818**	**2 565 349**		**121**	

Hauts-de-France

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**747 917**	**33%**
Prévenir les conduites addictives	**488 741**	**65%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**57 200**	**8%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**72 211**	**10%**
Conduire des actions de formation	**19 525**	**3%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**110 241**	**15%**
CREDITS ADDITIONNELS	**1 492 759**	**67%**
ARS	258 258	17%
Education Nationale	12 314	1%
FIPD	150 700	10%
Politique de la ville	31 000	2%
PDASR	389 416	26%
Justice	5 500	0%
Etat (autres)	328 100	22%
Collectivités territoriales	242 260	16%
Associations	1 170	0%
Autres	74 042	5%
FINANCEMENT TOTAL	**2 240 676**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Aisne	63 698	102 810	62%	17	47%
Nord	249 911	1 027 402	80%	27	52%
Oise	67 050	53 097	44%	11	91%
Pas-de-Calais	184 387	12 000	6%	31	0%
Somme	97 222	243 200	71%	12	75%
Région	85 650	54 250	39%	6	100%
Total	**747 917**	**1 492 759**		**104**	

Île-de-France

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	1 428 458	**9%**
Prévenir les conduites addictives	**698 590**	49%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**58 331**	**4%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**599 037**	**42%**
Conduire des actions de formation	**61 500**	4%
Actions d'études, diagnostics et communication	**8 000**	**1%**
Autres	**3 000**	**0%**
CREDITS ADDITIONNELS	**15 124 587**	**91%**
ARS	**2 203 290**	15%
Education Nationale	**23 350**	0%
FIPD	**122 500**	1%
Politique de la ville	**75 080**	0%
PDASR	**82 334**	1%
Justice	**26 694**	0%
Etat (autres)	**1 179 432**	8%
Collectivités territoriales	**1 290 922**	9%
Associations	-	0%
Autres	**10 120 985**	67%
FINANCEMENT TOTAL	**16 553 045**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Paris	577 703	1 604 723	74%	40	90%
Seine-et-Marne	97 991	366 259	79%	10	60%
Yvelines	87 742	234 814	73%	28	79%
Essonne	85 742	270 566	76%	15	93%
Hauts-de-Seine	97 991	9 577 528	99%	14	57%
Seine-St-Denis	183 732	227 832	55%	17	71%
Val-de-Marne	-	-	-	0	0%
Val-d'Oise	110 239	306 735	74%	22	55%
Région	187 318	2 536 130	93%	18	72%
Total	**1428458**	**15124587**		**15124587**	

Normandie

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**414 400**	**42%**
Prévenir les conduites addictives	**302 994**	**73%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**18 500**	**4%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**25 933**	**6%**
Conduire des actions de formation	**42 964**	**10%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**24 009**	**6%**
CREDITS ADDITIONNELS	**564 614**	**58%**
ARS	293 749	52%
Education Nationale	3 400	1%
FIPD	-	0%
Politique de la ville	11 700	2%
PDASR	5 000	1%
Justice	-	0%
Etat (autres)	-	0%
Collectivités territoriales	19 866	4%
Associations	51 348	9%
Autres	179 551	32%
FINANCEMENT TOTAL	**979 014**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Calvados	66 153	58 859	47%	8	88%
Eure	59 952	95 390	61%	8	63%
Manche	37 516	104 551	78%	7	71%
Orne	29 100	22 065	37%	3	33%
Seine-Maritime	180 999	232 348	56%	42	68%
Région	40 680	51 401	56%	7	57%
Total	**414 400**	**564 614**		**75**	

Nouvelle-Aquitaine

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**702 895**	**11%**
Prévenir les conduites addictives	**408 495**	**58%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**29 039**	**4%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**151 052**	**21%**
Conduire des actions de formation	**62 566**	**9%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**17 800**	**3%**
Autres	**33 943**	**5%**
CREDITS ADDITIONNELS	**5 798 376**	**89%**
ARS	768 634	13%
Education Nationale	17 833	0%
FIPD	74 028	1%
Politique de la ville	4 000	0%
PDASR	63 122	1%
Justice	593 523	10%
Etat (autres)	250 456	4%
Collectivités territoriales	465 245	8%
Associations	13 970	0%
Autres	3 547 565	61%
FINANCEMENT TOTAL	**6 501 271**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Charente	38 456	113 233	75%	10	40%
Charente Maritime	61 594	527 366	90%	13	62%
Corrèze	33 877	38 222	53%	8	75%
Creuse	19 898	185 201	90%	11	45%
Dordogne	48 695	74 510	60%	11	82%
Gironde	139 260	2 163 637	94%	23	83%
Landes	15 978	82 148	84%	15	80%
Lot-et-Garonne	41 536	85 336	67%	12	83%
Pyrénées-Atlantiques	69 750	320 069	82%	11	100%
Deux-Sèvres	46 116	137 132	75%	13	85%
Vienne	44 347	115 787	72%	8	75%
Haute-Vienne	46 388	1 328 953	97%	15	73%
Région	97 000	626 782	87%	7	57%
Total	**702 895**	**5 798 376**	**0%**	**157**	

Occitanie

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**716 608**	**24%**
Prévenir les conduites addictives	**568 968**	**79%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**17 600**	**2%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**61 784**	**9%**
Conduire des actions de formation	**35 506**	**5%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**7 750**	**1%**
Autres	**25 000**	**3%**
CREDITS ADDITIONNELS	**2 285 046**	**76%**
ARS	934 870	41%
Education Nationale	7 200	0%
FIPD	33 692	1%
Politique de la ville	49 509	2%
PDASR	65 570	3%
Justice	41 782	2%
Etat (autres)	423 939	19%
Collectivités territoriales	379 910	17%
Associations	-	0%
Autres	348 574	15%
FINANCEMENT TOTAL	**3 001 654**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Ariège	26 398	274 179	91%	12	**67%**
Aude	33 001	-	0%	17	**53%**
Aveyron	33 299	131 654	80%	12	**83%**
Gard	75 125	359 118	83%	21	**57%**
Haute-Garonne	155 335	783 522	83%	22	**77%**
Gers	21 301	177 962	89%	8	**63%**
Hérault	116 363	-	0%	23	**70%**
Lot	22 625	46 260	67%	12	**83%**
Lozère	15 233	65 550	81%	6	**100%**
Hautes-Pyrénées	33 941	131 257	79%	10	**90%**
Pyrénées-Orientales	62 446	15 900	20%	18	**78%**
Tarn	43 757	-	0%	14	**50%**
Tarn-et-Garonne	37 714	245 746	87%	8	**75%**
Région	40 070	53 898	57%	2	**100%**
Total	**716 608**	**2 285 046**		**185**	

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**601 476**	**15%**
Prévenir les conduites addictives	**361 476**	**60%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**14 500**	**2%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**145 600**	**24%**
Conduire des actions de formation	**33 000**	**5%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**41 900**	**7%**
Autres	**5 000**	**1%**
CREDITS ADDITIONNELS	**3 485 933**	**85%**
ARS	1 961 880	56%
Education Nationale	17 850	1%
FIPD	59 510	2%
Politique de la ville	2 500	0%
PDASR	2 200	0%
Justice	78 970	2%
Etat (autres)	125 568	4%
Collectivités territoriales	691 827	20%
Associations	-	0%
Autres	545 628	16%
FINANCEMENT TOTAL	**4 087 409**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Alpes de Haute-Provence	24 000	91 610	79%	7	29%
Hautes-Alpes	19 200	206 000	91%	6	83%
Alpes-Maritimes	94 000	124 323	57%	17	47%
Bouches du Rhône	181 000	1 296 818	88%	18	83%
Var	93 000	695 942	88%	11	82%
Vaucluse	51 976	92 999	64%	8	38%
Région	138 300	978 241	88%	6	67%
Total	**601 476**	**3 485 933**		**73**	

Pays de la Loire

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**340 900**	**34%**
Prévenir les conduites addictives	**245 530**	**72%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**13 000**	**4%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**58 110**	**17%**
Conduire des actions de formation	**17 120**	**29%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**7 140**	**2%**
Autres	**-**	**0%**
CREDITS ADDITIONNELS	**665 380**	**66%**
ARS	114 871	17%
Education Nationale	2 000	0%
FIPD	18 875	3%
Politique de la ville	-	0%
PDASR	2 500	0%
Justice	1 500	0%
Etat (autres)	109 091	16%
Collectivités territoriales	266 206	40%
Associations	583	0%
Autres	149 754	23%
FINANCEMENT TOTAL	**1 006 280**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Loire-Atlantique	38 770	22 330	37%	14	64%
Maine-et-Loire	71 400	264 514	79%	10	50%
Mayenne	44 750	48 822	52%	12	92%
Sarthe	65 000	259 944	80%	12	83%
Vendée	75 980	22 127	23%	14	79%
Région	45 000	47 643	51%	2	100%
Total	**340900**	**665380**		**64**	

OUTRE-MER
Guadeloupe

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**113 755**	**84%**
Prévenir les conduites addictives	**48 000**	**42%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**3 000**	**3%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**38 755**	**34%**
Conduire des actions de formation	**24 000**	**21%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**-**	**0%**
CREDITS ADDITIONNELS	**21 575**	**16%**
ARS	-	0%
Education Nationale	-	0%
FIPD	3 000	14%
Politique de la ville	-	0%
PDASR	2 000	9%
Justice	-	0%
Etat (autres)	16 575	77%
Collectivités territoriales	-	0%
Associations	-	0%
Autres	-	0%
FINANCEMENT TOTAL	**135 330**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Guadeloupe	95 000	5 000	5%	12	42%
Saint-Martin Saint-Barthélemy	18 755	16 575	47%	2	0%
Total	**113 755**	**21 575**		**14**	

Martinique

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	80 000	**21%**
Prévenir les conduites addictives	**14 000**	18%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**5 062**	**6%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**31 100**	**39%**
Conduire des actions de formation	**-**	0%
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**29 838**	**37%**
CREDITS ADDITIONNELS	**295 460**	**79%**
ARS	197 272	67%
Education Nationale	-	0%
FIPD	5 663	2%
Politique de la ville	2 500	1%
PDASR	4 800	2%
Justice	4 500	2%
Etat (autres)	20 000	7%
Collectivités territoriales	26 829	9%
Associations	25 198	9%
Autres	8 698	3%
FINANCEMENT TOTAL	**375 460**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Martinique	80 000	295 460	79%	13	62%

Guyane

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	45 800	**100%**
Prévenir les conduites addictives	**-**	**0%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**45 800**	**100%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**-**	**0%**
Conduire des actions de formation	**-**	**0%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**-**	**0%**
CREDITS ADDITIONNELS	**-**	**0%**
ARS	-	
Education Nationale	-	
FIPD	-	
Politique de la ville	-	
PDASR	-	
Justice	-	
Etat (autres)	-	
Collectivités territoriales	-	
Associations	-	
Autres	-	
FINANCEMENT TOTAL	**45 800**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
Guyane	45 800	-	0%	1	100%

La Réunion

Crédits 2025 ventilés par thème et part des cofinancements

	€	%
DOTATION MILDECA	**110 000**	**75%**
Prévenir les conduites addictives	**110 000**	**100%**
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	**-**	**0%**
Accompagner les populations les plus vulnérables	**-**	**0%**
Conduire des actions de formation	**-**	**0%**
Actions d'études, diagnostics et communication	**-**	**0%**
Autres	**-**	**0%**
CREDITS ADDITIONNELS	**37 320**	**25%**
ARS	-	0%
Education Nationale	-	0%
FIPD	-	0%
Politique de la ville	-	0%
PDASR	-	0%
Justice	-	0%
Etat (autres)	-	0%
Collectivités territoriales	25 020	67%
Associations	-	0%
Autres	12 300	33%
FINANCEMENT TOTAL	**147 320**	100%

Crédits 2025 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	**en €uros**	**€uros**	**%**	**Nombre**	**Taux de reconduction**
La Réunion	110 000	37 320	25%	7	86%

Mayotte

Pas de données exploitables

Annexe 3

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Mission interministérielle
de lutte contre les drogues
et les conduites addictives

Le Président

Affaire suivie par :
Marie GIVERNAUD-FAVERJON
Coordonnatrice de l'action territoriale
01 42 75 69 57
marie.faverjon@pm.gouv.fr

Paris, le 18 février 2025

Mesdames et Messieurs les Préfets de région et de département

Mesdames et Messieurs les chefs de projets MILDECA

Objet : Délégation des crédits du programme 129 – Coordination du travail gouvernemental – Action 15 : MILDECA

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité de la mise en œuvre de la Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives (SIMCA) pour la période 2023-2027. Les préfectures sont au cœur de sa déclinaison opérationnelle, prévue par **les feuilles de route régionales et plans d'actions départementaux**, en articulation étroite avec les différents services participant à la mobilisation contre les conduites addictives, **tant sur le volet de l'offre que sur celui de la demande** : agences régionales de santé, services de l'Education nationale, forces de sécurité intérieure, parquets.

Au-delà de l'utilisation des crédits qui vous sont délégués, objets de la présente circulaire, je vous invite à **poursuivre l'animation locale** et à mobiliser tous les acteurs utiles à l'atteinte des objectifs fixés dans vos feuilles de route et plans d'actions.

1. Montant des crédits délégués en 2025

Malgré une baisse des crédits MILDECA en LFI, j'ai décidé de maintenir l'effort en direction des territoires. Les montants délégués aux préfectures pour 2025 s'élèvent donc à **8,6 millions d'euros**.

La répartition régionale et les règles d'utilisation des crédits sont présentées en annexe 2 et 3.

2. Choix des projets à financer

Les crédits qui vous sont délégués doivent permettre de financer des **projets répondant aux priorités fixées dans vos plans d'actions locaux**, au plus près des publics concernés. Les préfectures de région, destinataires des crédits figurant à l'annexe 2, doivent se rapprocher des préfectures de département pour ajuster les enveloppes départementales en fonction des priorités et des dynamiques locales.

Pour le choix des projets à financer, **un/des appel(s) à projet locaux (niveau régional et/ou départemental) peuvent être organisés**. Afin de simplifier les phases de dépôt et d'instruction des dossiers, il vous est possible d'utiliser l'interface « démarches simplifiées ».

Le conventionnement direct avec des porteurs de projets est aussi possible, à condition de formaliser précisément les conditions d'attribution des subventions (objectifs et durée du projet, montant de la subvention, livrables attendus…).

Ces crédits peuvent également venir soutenir des projets portés par les collectivités territoriales qui sont des partenaires indispensables compte tenu de leurs compétences et moyens d'actions. Au niveau national, la MILDECA porte en 2025 un nouvel appel à projet à l'attention des communes et des intercommunalités, sur la prévention de la participation des mineurs aux trafics de stupéfiants.

Des **projets de prévention** pourront être soutenus par les préfectures, en lien ou en soutien d'autres services de l'Etat disposant de crédits pour financer ce type de projet, notamment les Juridictions ou les ARS (via le fonds d'intervention régional). S'agissant des actions et des formations visant à renforcer les compétences psychosociales, il convient d'être vigilant sur la qualité attendue et de s'assurer qu'elles s'appuient sur les référentiels publiés, notamment par Santé publique France.

J'appelle votre attention sur la possibilité d'utiliser les crédits MILDECA pour former les acteurs du territoire, non spécialistes de l'addictologie, aux conduites addictives et aux compétences psychosociales. Convaincu que l'ensemble des acteurs mobilisés auprès de la jeunesse et des publics vulnérables peuvent jouer un rôle à condition de partager des repères communs, ces formations peuvent être envisagées dans les territoires.

Aucun porteur de projets, ni ses prestataires, ne doivent avoir de liens avec l'industrie de production du tabac, de l'alcool, du cannabis, des jeux d'argent et de hasard ou des jeux vidéo.

3. Assurer le maillage territorial de la réponse aux besoins

Afin d'aider les départements où les porteurs de projets sont les moins présents, les enveloppes et appels à projets régionaux peuvent servir à négocier avec un opérateur **une couverture territoriale interdépartementale.**

Par ailleurs, l'élaboration de **conventions pluriannuelles d'objectifs** avec le secteur associatif et vos partenaires territoriaux (modèle en annexe 4) est possible. Cette pluri-annualité doit être conditionnée à la réalisation d'objectifs explicites et mesurables, intermédiaires et finaux.

La gestion des subventions liées (AE/CP) devra quant à elle rester soumise aux principes de l'annualité budgétaire.

Je vous remercie de bien vouloir me tenir informé des difficultés éventuelles concernant l'application de cette instruction et vous assure, Mesdames et Messieurs les Préfets de région et de département, Mesdames et Messieurs les chefs de projets MILDECA, de mon soutien total dans la mise en œuvre de votre action au bénéfice de la lutte contre les drogues et les conduites addictives.

Dr Nicolas PRISSE

Les annexes :

1. Organisation de la MILDECA
2. Dotation 2025
3. Ingénierie de la campagne budgétaire 2025
4. Modèle de convention pluriannuelle d'objectifs
5. Modèles d'arrêtés
6. Soutien méthodologique

Annexe 4
Dotation 2025

	Dotation 2025 (euros)
Auvergne Rhône Alpes	920 000
Bourgogne Franche Comté	405 000
Bretagne	403 000
Centre Val de Loire	322 000
Corse	86 000
Grand Est	776 000
Ile de France	1 512 200
Hauts de France	745 000
Nouvelle Aquitaine	746 000
Normandie	415 000
Occitanie	732 500
Pays de la Loire	425 000
Provence Alpes Côte d'Azur	630 900
Guadeloupe dont Saint Martin	110 000 dont 15 000 pour Saint Martin
Guyane	90 000
La Réunion	160 000
Mayotte	50 000
Martinique	90 000
Total	**8 618 600**

MILDECA
Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

Retrouvez-nous sur :

et sur drogues.gouv.fr

Les services du Premier ministre sont labellisés Diversité-Égalité !